

IMERYS GROUP STANDARDS

Charte interne sur les conventions et engagements réglementés et « libres »

Champ d'application	Imerys SA et ses filiales françaises
Contact	Direction Juridique Groupe Laëtitia Peyrat
Approbateur	Frédérique Berthier, Directeur Juridique Groupe et Secrétaire du Conseil
Date d'application	24 octobre 2019
Version	1
Documents liés	n/a

SOMMAIRE

- I. Rappel de la réglementation
- II. Pratique au sein d'Imerys
- III. Procédure de contrôle des conventions réglementées
- IV. Examen annuel du Conseil des conventions réglementées et courantes

La présente charte (la « **Charte** ») s'inscrit dans le cadre de (i) la réglementation applicable aux conventions et engagements libres et réglementés, telle qu'en vigueur suite à la loi Pacte du 11 avril 2019 ainsi que (ii) la recommandation AMF n°2012-05 du 2 juillet 2012, telle que modifiée le 5 octobre 2018 (la « **Recommandation AMF** »).

L'objet de la Charte est de :

- a) rappeler le cadre réglementaire applicable aux conventions et engagements réglementés et d'apporter des précisions quant à la méthodologie appliquée en interne pour qualifier les différentes conventions conclues ; et
- b) mettre en place au sein d'Imerys SA, conformément à la loi Pacte¹, une procédure permettant d'évaluer régulièrement les conventions libres (c.à.d. portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales).

La Charte s'applique à Imerys SA et toutes ses filiales françaises soumises à la réglementation relative aux conventions réglementées (« **Imerys** »)².

Pour les besoins de la Charte, il est précisé que :

- pour en faciliter la lecture, il est fait référence aux seuls textes applicables aux Sociétés Anonymes (SA) à Conseil d'Administration ; la réglementation spécifique applicable à chaque forme sociale sera cependant naturellement respectée par Imerys ;
- pour toute question relative à l'interprétation des concepts et notions utilisés ci-après, Imerys se réfère à l'Etude de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes (CNCC)³.

La Charte a été approuvée par le Conseil d'Administration d'Imerys SA en date du 25 juillet 2019 et est disponible sur le site internet d'Imerys.

I. Rappel de la réglementation

A titre préliminaire, il est précisé que le terme « convention » s'entend de tout accord de volonté, tacite ou exprès, conclu entre personnes morales et/ou physiques.

La réglementation définit 3 catégories de conventions entre parties liées, chacune soumise à des règles distinctes : (A) les conventions dites « libres » ; (B) les conventions réglementées et (C) les conventions interdites.

A. Conventions dites « libres »⁴

1. Définition

- i. Conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales
 - Les « opérations courantes » désignent les opérations effectuées habituellement et de manière répétée par la société en cause dans le cadre de son activité ordinaire.
 - Les « conditions normales » désignent les opérations conclues à des conditions (a) habituellement pratiquées par la société dans ses rapports avec les tiers, de telle sorte que l'intéressé ne retire pas de l'opération un avantage qu'il n'aurait pas eu s'il avait été un fournisseur ou un client quelconque de celle-ci et (b) généralement pratiquée dans le secteur d'activité ou pour un même type d'opération.

¹ Cf. Article L.225-39 du Code de commerce, applicable aux seules sociétés cotées.

² Cf. Société Anonyme à Conseil (Cf. Articles L.225-38 et suivants du Code de commerce) ; Société Anonyme à Directoire et Conseil de surveillance (Cf. Articles L.225-86 et suivants du Code de commerce) ; Société en Commandite par Actions (Cf. Articles L.226-10 et suivants du Code de commerce) ; Société par Actions Simplifiée (Unipersonnelle ou Pluripersonnelle) (Cf. Articles L.227-10 et suivants du Code de commerce) ; Société à Responsabilité Limitée (Unipersonnelle ou Pluripersonnelle) (Cf. Articles L.223-19 et suivants du Code de commerce). Ne sont pas soumises à cette réglementation : Société à Commandite Simple et Société en Nom Collectif.

³ Etude de la CNCC « les conventions réglementées et courantes » publiée en février 2014.

⁴ Cf. Article L.225-39 du Code de commerce.

- ii. Conventions intra-groupe entre une société-mère⁵ et sa filiale – directe ou indirecte – à 100%⁶.

2. Absence d'autorisation préalable / approbation

Convention libre, sans procédure d'autorisation préalable par le Conseil d'Administration, ni d'approbation par l'Assemblée Générale.

B. Conventions réglementées

1. Définition

Une « convention réglementée » s'entend de toute convention conclue entre, d'une part, la société et, d'autre part :

- directement ou par personne interposée, son Directeur Général, un Directeur Général Délégué, l'un de ses administrateurs, l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce ; ou
- un tiers mais à laquelle l'une des personnes visées précédemment est indirectement intéressée ; ou
- une entité ayant un « dirigeant commun » avec la société.

Etant précisé que :

- Une « personne interposée » s'entend de toute personne physique ou morale qui conclut avec la société une convention, dont le bénéficiaire réel⁷ est un des mandataires sociaux ou un actionnaire de ladite société (tels que visés ci-dessus) ;
- Une « personne indirectement intéressée » s'entend de toute personne physique ou morale qui, à l'égard d'une convention à laquelle elle n'est pas partie, a, en raison des liens qu'elle entretient avec les parties et des pouvoirs qu'elle possède pour infléchir leur conduite, en tire ou est susceptible d'en tirer un avantage⁸. La notion d'intérêt indirect est une question d'appréciation au cas par cas⁹.
- « Avec des dirigeants communs » s'entend des conventions intervenant entre la société et une entreprise (française ou étrangère), où le Directeur Général, l'un des Directeurs Généraux Délégués ou l'un des administrateurs de la société est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, ou de façon générale, dirigeant de l'entreprise co-contractante.

2. Autorisation / approbation requise

- i. Toute convention réglementée doit être soumise à l'autorisation préalable du Conseil d'administration et l'approbation *a posteriori* par l'Assemblée Générale.
- ii. Les conventions conclues sans autorisation préalable du Conseil d'administration peuvent être annulées si elles ont eu des conséquences dommageables pour la société, étant précisé que cette nullité peut être couverte par un vote de l'assemblée générale intervenant sur rapport spécial des Commissaires aux Comptes exposant les circonstances en raison desquelles la procédure d'autorisation n'a pas été suivie.
- iii. Les conventions, approuvées ou non par l'Assemblée Générale, produisent leurs effets à l'égard des tiers, sauf cas de fraude. Les conséquences préjudiciables à la société des conventions non approuvées peuvent être mises à la charge de l'intéressé et, éventuellement, des autres membres du Conseil¹⁰.

⁵ Cet assouplissement n'est toutefois applicable qu'aux SA et SCA.

⁶ Déduction faite du nombre minimum d'actions imposées par la loi française.

⁷ Le bénéficiaire réel n'est pas en apparence partie à la convention mais est en fait le cocontractant véritable, celui qui tire le bénéfice de la convention par l'intermédiaire d'une autre personne.

⁸ Cf. Proposition n° 4.2 de la Recommandation AMF.

⁹ Etant précisé que, conformément proposition n° 4.2 de la Recommandation de l'AMF, une société actionnaire contrôlée par l'actionnaire ultimement bénéficiaire de la convention ne devrait pas peser sur le vote de ladite convention de même que l'actionnaire contrôlant la société bénéficiaire de la convention. En outre, des actionnaires agissant de concert, notamment lorsque le concert prévoit une politique de vote commune, ne devraient pas peser sur le vote d'une convention contractée avec l'un des co-concertistes.

¹⁰ Cf. Article L225-41 du Code de commerce.

C. Conventions interdites¹¹

1. Définition

- Emprunts, découverts en compte courant ou autrement, cautions ou avals envers des tiers ;
- Conclues avec ou au bénéfice de tout administrateur (autre que personne morale), Directeur Général, Directeur Général Délégué et aux représentants permanents des personnes morales administrateurs de ladite société ainsi qu'aux conjoints, ascendants et descendants des dirigeants précités et toute personne interposée.

2. Interdiction

Interdiction de conclure toute convention interdite.

Sanctions :

- nullité de la convention : nullité absolue, ouverte à tout intéressé et sans nécessité de démontrer un préjudice¹² ;
- responsabilité possible de l'administrateur : civile (paiement de dommages-intérêts et remboursement des sommes) et/ou pénale (abus de biens sociaux, le cas échéant).

II. Pratique au sein d'Imerys

En application et dans le respect de la réglementation rappelée ci-avant, Imerys a précisé et met en oeuvre, dans le cadre de ses processus de qualification d'une convention entre « parties intéressées » et lors de sa revue et son suivi, les éléments suivants :

A. Convention libre

1. Précisions quant à la qualification d'« opération courante » conclue à des « conditions normales »

a) Opération courante

Imerys apprécie la notion d'opération courante au regard de la conformité à l'objet social de la société en cause et de la nature de l'opération.

La répétition et/ou l'habitude constituent une présomption du caractère courant mais ne sont pas à elles seules déterminantes.

Dans ce cadre, il sera notamment pris en considération:

- le fait que l'opération est identique à d'autres opérations déjà effectuées par la société en cause et relève de l'activité « ordinaire » de la société en cause ;
- les circonstances qui ont entouré la conclusion de la convention s'y rapportant ;
- l'importance juridique ou les conséquences économiques, voire la durée de la convention s'y rapportant ;
- les pratiques usuelles pour des sociétés placées dans une situation similaire.

¹¹ Cf. Article L. 225-43 du Code de commerce.

¹² A noter : cette nullité est absolue (cf. C.Cass. Ch. Com. 25 avril 2006) et ouverte à tout intéressé ; l'existence d'un préjudice n'a pas à être rapportée par la société et elle ne peut être couverte par un acte confirmatif (Cf. C.Cass. Ch. mixte 10 juillet 1981).

b) Conditions normales

Comme indiqué ci-dessus, les conditions normales correspondent à celles :

- usuellement pratiquées par Imerys dans ses rapports avec les tiers ; ou
- comparables aux conditions pratiquées pour un même type d'opération dans d'autres sociétés ayant la même activité.

Pour apprécier ce caractère « normal », Imerys se réfère :

- à un prix de marché ou à des conditions usuelles de place (hors ou au sein) du Groupe ; et
- à la notion « d'équilibre des avantages réciproques », ce qui invite à prendre en considération non seulement le prix proprement dit mais plus généralement l'ensemble des conditions auxquelles l'opération est conclue (délais de règlement, garanties, etc.).

2. Type de conventions libres au sein d'Imerys

a) En ligne avec ce qui précède, Imerys assimile par principe à des « conventions portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales » dès lors qu'elles sont conclues à des conditions normales (telles que définies ci-dessus) :

- i. les conventions « à faible enjeu financier » à condition que la convention ne revêt pas un enjeu significatif pour les co-contractants parties intéressées ; et
- ii. les conventions intra-groupe se rapportant aux opérations suivantes¹³ :
 - prestations de services (notamment en matière de ressources humaines, informatique, management, communication, finance, juridique, comptable, achats et refacturation du coût des actions de performance) ;
 - assistance en matière de financement et refacturation des instruments financiers ;
 - opérations de gestion de trésorerie et/ou de prêts/comptes-courants/emprunts ;
 - intégration fiscale dite « neutre » ;
 - les acquisitions et/ou cessions d'actifs ou valeurs mobilières (en ce compris les droits y étant attachés) non significatifs ;
 - acquisitions et/ou cessions de créances ;
 - cession ou prêt d'action de la Société à un mandataire social dans le cadre de l'exercice de ses fonctions ;
 - facilités consenties par une entité (location d'immeuble, mise à disposition de personnel), dès lors qu'au cas d'espèce les charges ont été facturées à leur coût de revient majoré, le cas échéant, d'une marge destinée à couvrir notamment des frais indirects non affectés ;
 - plus généralement, toute convention dont les enjeux financiers seraient faibles, ou encore des conventions pour lesquelles les conditions normales sont avérées.

¹³ Concernant les conventions intra-groupe à caractère financier, Imerys sera également attentif à ce qu'elles (i) soient conclues dans un intérêt économique, social ou financier commun apprécié au regard d'une politique élaborée pour l'ensemble du groupe, (ii) ne sont pas démunies de contrepartie ou rompent l'équilibre entre les engagements respectifs des sociétés concernées ; et (iii) n'excèdent pas les possibilités financières de la société qui en supporte la charge.

- b) La liste ci-dessus, non limitative, a été établie sur la base des conventions conclues régulièrement au sein du groupe à ce jour et a vocation à être complétée au fur et à mesure des pratiques du Groupe.
- c) En tout état de cause, la qualification du caractère courant d'une convention est appréciée au cas par cas, avec le cas échéant l'aide de la Direction Juridique d'Imerys, en lien avec les Commissaires aux Comptes.

B. Critères retenus par Imerys pour définir une convention réglementée

1. Principe : Qualification « par défaut »

Le Groupe considère qu'une convention constitue une convention réglementée dès lors que :

- elle intervient entre la société et l'une des personnes intéressées, telles que visées ci-avant ; et
- elle ne qualifie pas en tant que convention libre ou convention interdite, telles que définies ci-avant.

2. Cas particuliers : opérations soumises à un contrôle spécifique

Les opérations entre parties intéressées soumises par la réglementation à une procédure spécifique de contrôle (distincte de celle des conventions réglementées) sont également hors du champ des conventions réglementées, tels que :

a) Restructurations

Les opérations de fusion-absorption, de scission et d'apport partiel d'actif soumis au régime juridique des scissions¹⁴ qui relèvent de par la loi de la compétence de l'Assemblée Générale.

b) Certains éléments se rapportant à la rémunération des mandataires sociaux

Les éléments de rémunération des mandataires sociaux qui relèvent de par la loi de la compétence du Conseil et/ou de l'Assemblée Générale¹⁵¹⁶.

III. Procédure de contrôle des conventions réglementées¹⁷

A. Information préalable par l'intéressé

Toute personne, directement ou indirectement, intéressée à une convention réglementée doit en informer le Conseil dès qu'elle a connaissance d'une convention réglementée et en tout état de cause avant de la signer, l'amender ou la résilier, comme explicité ci-après.

¹⁴ A noter : l'opération d'apport non soumise au régime juridique des scissions doit être soumise à la procédure des conventions réglementées chez la société apporteuse mais non chez la société bénéficiaire dont l'Assemblée Générale est consultée.

¹⁵ Dirigeants mandataires sociaux (PDG : DG et PCA) : (i) sont hors du champ des conventions réglementées : les éléments relatifs à la rémunération et aux avantages sociaux dus au cours de leur mandat, les options d'achat et de souscription, les attributions gratuites d'actions ; par contre (ii) sont dans le champ des conventions réglementées pour Imerys SA exclusivement : les éléments de rémunération, indemnités ou avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci et les engagements de retraite à prestations définies.

¹⁶ Administrateurs : (i) sont hors champ des conventions réglementées : la rémunération versée aux administrateurs conformément à l'article L.225-45 du code de commerce, (ii) sont dans le champ des conventions réglementées tous les éléments relatifs notamment au renouvellement du contrat de travail ou à sa modification substantielle du contrat de travail d'un administrateur autre que celle s'appliquant à l'ensemble du personnel ; assurance-vie ; rémunérations exceptionnelles allouées à des administrateurs pour des missions ou mandats confiés par le Conseil ; aux indemnités liées à la cessation des fonctions.

¹⁷ Cf. Article L. 225-38 du Code de commerce et suivants et R. 225-30 du Code de commerce.

B. Autorisation par le Conseil d'administration

1. Autorisation préalable et motivée

- a) toute conclusion, modification, renouvellement (y compris tacite reconduction) et résiliation d'une convention réglementée doivent être soumis à l'autorisation préalable du Conseil.
- b) Le Conseil approuve ladite convention au travers d'une délibération particulière, étant précisé que :
 - l'administrateur, directement ou indirectement, intéressé – et ce même de manière potentielle, ne prend pas part aux délibérations ou au vote.
A cet égard, un administrateur doit s'abstenir de prendre part au vote en cas de délibération sur une convention réglementée intéressant un actionnaire avec lequel il entretient des liens le plaçant en situation de conflit d'intérêts même potentiel, par exemple lorsqu'il a été nommé sur proposition de cet actionnaire¹⁸.
 - le Conseil justifiera l'intérêt de cette convention pour la société, au regard notamment des conditions financières qui y sont attachées.
L'absence de motivation peut conduire les Commissaires aux Comptes à signaler cette irrégularité dans leur rapport spécial et concernant Imerys SA à en informer l'AMF¹⁹.
- c) Le Président du Conseil informe les Commissaires aux Comptes, dans le mois qui suit :
 - de toute convention réglementée autorisée et conclue par la société ; et
 - des motifs retenus par le Conseil, lesdits motifs étant repris dans le rapport spécial des Commissaires aux Comptes.Il est précisé que les Commissaires aux Comptes n'apprécient ni l'opportunité ni l'utilité de la conclusion de la convention.
- d) En cas de défaut d'autorisation préalable par le Conseil, le Conseil devra néanmoins ratifier ces conventions réglementées avant leur approbation par l'Assemblée Générale annuelle, sauf dans cas particuliers dans lesquels les administrateurs sont tous en conflit d'intérêts²⁰.

2. Recours à un expert indépendant²¹ (pour Imerys SA)

Imerys SA pourra décider de nommer un expert indépendant dès lors que la conclusion d'une convention réglementée sera susceptible d'avoir un « *impact très significatif sur le bilan ou les résultats de la société et/ou du Groupe* ».

Cette expertise sera mentionnée dans le rapport spécial des Commissaires aux Comptes et le compte-tenu, le cas échéant, rendu publique, sous réserve des éléments pouvant porter atteinte au secret des affaires.

C. Approbation a posteriori par l'Assemblée Générale

Les conventions réglementées sont soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale suivant leur conclusion, étant précisé que²² :

- Les actionnaires invités à voter sur des conventions susceptibles d'engager la société sur plusieurs exercices seront pleinement éclairés sur les éventuelles modalités de calcul des conditions financières et leur(s) condition(s) d'ajustement dans le temps ;
- Toute convention réglementée significative, autorisée et conclue postérieurement à la date de clôture de l'exercice, doit être soumise à l'approbation de la plus prochaine Assemblée Générale, sous réserve que les Commissaires aux Comptes aient eu la possibilité d'analyser celle-ci dans des délais compatibles avec l'émission de leur rapport ;

¹⁸ Cf. Proposition n°4.3 de la Recommandation AMF.

¹⁹ Cf. Article L. 823-12 du Code de commerce et Article L. 621-22 Code monétaire et financier.

²⁰ Cf. Mise en œuvre de la proposition n°4.7 de la Recommandation AMF.

²¹ Cf. Mise en œuvre de la proposition n°4.6 de la Recommandation AMF.

²² Cf. Mise en œuvre des propositions n°4.9, 4.11 et 4.14 de la Recommandation AMF.

- L'approbation sera faite au travers d'une résolution séparée au vote des actionnaires lorsqu'il s'agit d'une convention significative pour l'une des parties concernant, directement ou indirectement, un dirigeant ou un actionnaire²³ ou lorsqu'il s'agit d'un engagement dit « super réglementé » pris au bénéfice des dirigeants mandataires sociaux;
- L'actionnaire, directement ou indirectement intéressé, ne prendra part au vote et ses actions ne seront pas prises en compte dans le calcul de la majorité.

D. Publication sur le site Imerys

Conformément à la réglementation, et eu égard à Imerys SA seulement, seront publiées sur le site Imerys :

- au plus tard au moment de la conclusion de la convention : les informations sur la nature de la relation avec la partie intéressée ; le nom de la partie intéressée et la date et la valeur de la transaction et toute autre information nécessaire pour évaluer si la transaction est juste et raisonnable du point de vue de la société et des actionnaires qui ne sont pas des parties intéressées, y compris les actionnaires minoritaires. En cas de manquement, toute personne intéressée pourra en demander la publication²⁴.
- au plus tard dans les 5 jours suivant la réunion du Conseil (et ce, pendant toute la durée des fonctions) : l'autorisation préalable du Conseil d'administration portant sur des engagements financiers conclus en faveur des dirigeants en raison de la cessation ou du changement de leurs fonctions. En pratique, ces éléments seront publiés immédiatement après le Conseil, comme toute décision se rapportant à la rémunération des dirigeants, et ce, conformément aux recommandations du Code AFEP-MEDEF.

E. Examen périodique par le Conseil

Se reporter à la Section IV ci-après.

F. Information et reporting relatifs aux conventions réglementées

En complément des éléments visés à la Section III-D :

1. Rapport spécial des Commissaires aux Comptes d'Imerys SA

Avec le Groupe, les Commissaires aux Comptes feront en sorte que le contenu de leur rapport spécial soit en ligne avec la Recommandation AMF²⁵.

2. Document d'Enregistrement Universel d'Imerys SA

Sans préjudice de la Section IV ci-après, le Document d'Enregistrement Universel d'Imerys inclura le rapport spécial des Commissaires aux Comptes d'Imerys SA afin de permettre à un actionnaire d'accéder rapidement à l'information pertinente²⁶.

²³ Cf. Mise en œuvre de la proposition n°4.14 de la Recommandation AMF et comme cela est requis par la loi s'agissant des engagements différés au profit des dirigeants.

²⁴ Demande au président du tribunal d'enjoindre, sous astreinte, à la société de publier ces informations – Cf. Articles L. 225-40-2 et L. 225-88-2 du Code de commerce.

²⁵ Cf. Mise en œuvre des propositions n°4.9 et 4.10 de la Recommandation AMF, à savoir :

- Préciser les règles de calcul et d'ajustement des conditions financières dans le temps pour chacune des conventions déjà autorisées dont l'exécution a été poursuivie au cours du dernier exercice ou est susceptible d'être poursuivie ou encore interviendra au cours d'exercices futurs ;
- Améliorer le contenu de l'information diffusée dans le rapport spécial de façon à permettre à l'actionnaire de mieux apprécier les enjeux des conventions conclues, notamment en mentionnant toutes indications utiles leur permettant d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion des conventions, notamment s'agissant des contrats de prestation de services conclus avec des administrateurs ;
- Préciser les personnes visées par les conventions en indiquant leur fonction, y compris en ce qui concerne des conventions qui se poursuivent ;
- Clarifier la présentation au sein du rapport des termes et conditions des conventions réglementées afin de mieux cerner leurs enjeux pour Imerys et les dirigeants concernés et dans ce cadre structurer le rapport sur les conventions réglementées en trois parties : (a) les conventions avec les actionnaires, (b) les conventions avec des sociétés ayant des dirigeants communs, en précisant les liens capitalistiques entre les sociétés (pourcentages de détentions), et (c) les conventions autres avec les dirigeants ;
- Présenter les éléments financiers de ces conventions en distinguant ce qui relève des produits, des charges ou des engagements, en précisant les montants en jeu.

²⁶ Cf. Mise en œuvre de la proposition n°4.13 de la Recommandation AMF. [A noter : Proposition n°4.4 de la Recommandation AMF non retenue]

3. Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Le rapport sur le gouvernement d'entreprise devra contenir les informations requises concernant les conventions intervenues, directement ou par personne interposée, entre, d'une part, l'un des mandataires sociaux ou l'un des actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % d'une société et, d'autre part, une autre société contrôlée par la première au sens de l'article L. 233-3, à l'exception des conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

4. Notes annexes aux comptes consolidés et annuels

Un lien est fait dans les notes annexes aux comptes consolidés et annuels relative aux parties liées avec l'information présentée au titre des conventions réglementées²⁷.

IV. Examen annuel par le Conseil des conventions réglementées et courantes

- a) Le Conseil examine chaque année l'ensemble des conventions conclues avec des parties liées, à savoir :
- eu égard à Imerys SA exclusivement : les conventions libres qui auront été conclues au cours du dernier exercice ou au cours d'exercices antérieurs mais dont l'exécution a été poursuivie au cours du dernier exercice ;
 - les conventions réglementées qui auront été conclues et autorisées au cours du dernier exercice ou au cours d'exercices antérieurs mais dont l'exécution a été poursuivie au cours du dernier exercice, ou dont l'exécution n'a pas encore eu lieu au moment de l'examen.

- b) Dans le cadre de cet examen, le Conseil revoit notamment la qualification et, le cas échéant, procède au reclassement ou déclassement de toute convention avec des parties intéressées (en convention réglementée ou libre, selon le cas) au vu des critères de qualification décrit ci-dessus.

Les personnes directement ou indirectement intéressées à l'une de ces conventions ne participent pas à son évaluation.

- c) L'examen annuel des conventions réglementées et ses conclusions sont reportées dans le Document de Référence²⁸, où il sera notamment précisé :
- pour chacune des conventions autorisées au cours d'un exercice précédent et dont l'exécution a été poursuivie au cours du dernier exercice ou est susceptible d'être poursuivie ou encore interviendra au cours d'exercices futurs : les règles de calcul et d'ajustement dans le temps des conditions financières qu'elle prévoit ;
 - une information particulière pour chacune de ces conventions ayant connu une évolution substantielle de leur montant ou de leurs conditions financières, liée par exemple à une indexation ;
 - les conventions que le Conseil a estimé ne plus répondre à la qualification de convention réglementée au regard de l'évolution des circonstances.

²⁷ Cf. Mise en œuvre de la proposition n°4.12 de la Recommandation AMF.

²⁸ Cf. Mise en œuvre de la proposition n°4.8 de la Recommandation AMF.